

## EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**  
Premier secrétaire fédéral

### Colère et confiance

En cette rentrée, insistons auprès de nos concitoyens pour leur dire combien les socialistes morbihannais se mobilisent sur tous les fronts : Jean-Yves Le Drian à Paris pour la création de l'Établissement public foncier d'Etat en Bretagne, Odette Herviaux à Bruxelles pour promouvoir la contribution de la Région sur la réforme de la PAC, Françoise Olivier-Coupeau à Kaboul auprès des soldats français, Hervé Pellois et les conseillers généraux sur le financement du RSA, Paul Paboetf - comme président de Démocratie et Projets 56 - sur la représentation des élus via l'association des maires et, bien sûr, localement, élus et militants.

La Fédération et ses représentants s'activent également pour faire face aux difficultés : avec Jean-Pierre Le Roch et les socialistes pontivyens pour soutenir les salariés chez Dandy ; avec la section de Baud-Lochiné très attentive au sort des salariés chez Doux, sans oublier le site de Pleucadeuc. Nous dénonçons encore, avec Norbert Métairie, Nicolas Le Quintrec et d'autres, la casse gouvernementale des territoires : suppression début 2009 du Centre national de traitement des statistiques de la pêche implanté à Lorient, restructuration des douanes (en particulier en Bretagne Sud), réorganisation du réseau postal, etc.

En lien avec les organisations syndicales et les parents d'élèves, nous contestons aussi la politique éducative du Gouvernement : incohérence entre évolutions démographiques en Bretagne et suppressions de postes (le taux de réussite au bac a d'ailleurs baissé depuis deux ans), décision unilatérale pour le service minimum à l'école et délestage sur les collectivités, idem sur la remise en cause de l'accueil des enfants de moins de 3 ans qui ne sont même plus comptabilisés dans les effectifs. C'est le cas, par exemple, à l'école publique de la Trinité-Langonnet menacée, par conséquent, de fermeture. Ceci est inacceptable.

Dans ce contexte, notre Congrès doit être utile aux Français. Confrontés aux menaces de récession et aux difficultés du pouvoir d'achat, ils ne nous pardonneraient pas un nombrilisme déplacé. Autrement dit, je partage la colère de celles et ceux qui considèrent que le bal des ego a trop duré. Il nous faut désormais un projet cohérent (non un catalogue) avec cinq priorités : la compétitivité de l'économie (recherche/innovation) ; un pacte républicain avec éducation, santé, retraites et logement ; une politique énergétique durable ; la prise en compte du fait territorial ; une fiscalité plus progressive et qui stimule l'investissement.

Notre stratégie doit être concentrée, me semble-t-il, sur l'élargissement de notre propre base électorale. C'est l'enjeu numéro un qui devra déterminer, ensuite, notre capacité à rassembler une Gauche ouverte, renouvelée et rassemblée. Pour le Parti socialiste, je souhaite, à titre personnel, la construction d'un socle réformiste et européen qui légitimera un nouveau premier secrétaire "taille patron". Durant les prochaines semaines, nous en parlerons lors des réunions de présentation des motions. Ce processus permettra à chacune et chacun de voter en conscience le 6 novembre prochain. Bons débats...

## Rentrée politique Les socialistes au travail

**La 17<sup>ème</sup> édition de la Fête du Bois du Château s'est déroulée le samedi 6 septembre à Lorient, marquant ainsi la rentrée politique des socialistes morbihannais. Outre la convivialité et le plaisir d'échanger entre militants, ce moment a été l'occasion d'adresser quelques messages politiques : oui, malgré les débats nationaux sur le Congrès du PS, les socialistes travaillent dans les collectivités et au Parlement... au service de leurs concitoyens. Fallait-il vraiment le rappeler ? Récit de cette journée par Henri Scanvic - ancien Conseiller municipal et Conseiller général de Lorient-Nord, co-organisateur de ce rassemblement.**



**Henri Scanvic**  
Ancien -  
Conseiller  
général de  
Lorient-Nord

Une nouvelle fois, les socialistes morbihannais se sont retrouvés avec plaisir, après la trêve estivale, à l'occasion de ce rendez-vous annuel.

venir tous les ans au contact de la population du quartier à partir d'une manifestation qu'ils souhaitaient familiale et conviviale. Pendant de nombreuses années, elle est restée fête de quartier, puis, à l'initiative du Premier secrétaire Gwendal Rouillard, elle est devenue en 2004 un rendez-vous départemental, au même titre que l'Université de Berder et la Fête de la Rose. Elle a notamment accueilli le Centenaire du Parti socialiste en 2005.

**Odette Herviaux et Jean-Yves Le Drian** qui devaient être présents et intervenir à la tribune ont

ral de Lorient-Nord, est intervenu sur la politique départementale pour évoquer les difficultés de la mise en place du RSA, évoquant notamment la visite de Martin Hirsch dans le Morbihan au cours de la semaine écoulée (voir page 2).

**Gwendal Rouillard et Norbert Métairie** ont tous deux fait une intervention musclée sur la politique gouvernementale, démontrant par ailleurs que, contrairement aux critiques adressées par les médias à l'encontre des socialistes, nous restons, dans le Morbihan et en Bretagne, mobilisés et actifs pour mener une politique ambitieuse au service des citoyens.

**Françoise Olivier-Coupeau**, de retour d'une mission parlementaire en Afghanistan (voir page 4), a quant à elle dressé un tour d'horizon de son mandat de députée, insistant sur son action au quotidien pour défendre les valeurs dont elle est porteuse, au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.



**Les intervenants à la Fête du Bois du Château : Laurent Tonnerre, Gwendal Rouillard, Norbert Métairie et Françoise Olivier-Coupeau.**

tenu à s'excuser de leur absence, retenus par leurs responsabilités à la Région Bretagne.

**Laurent Tonnerre** - Secrétaire de section, s'est exprimé au nom des socialistes lorientais et a recensé les difficultés des Français en cette période de rentrée : pouvoir d'achat, difficultés économiques pour les Lorientais et les Français touchés de plein fouet par la politique du gouvernement Sarkozy.

**Emile Jetain** - Conseiller gé-

Malheureusement, les conditions atmosphériques n'ont pas permis le déroulement du programme prévu l'après-midi (jeux divers, démonstration d'athlétisme). Je tiens donc tout d'abord à présenter mes excuses aux personnes qui se sont déplacées et qui n'ont pas trouvé les animations qu'ils attendaient. Compte-tenu des circonstances, il a été très difficile d'improviser.

Nous avons donc maintenu les animations qui pouvaient l'être : à 17h00, la chorale "Mémoire ouvrière" a fourni une prestation très appréciée du public, à l'abri de la Maison de quartier du Bois du Château, en présentant un répertoire de chants hérités du Front populaire et des luttes sociales.

A 19h30, place aux interventions politiques. J'ai commencé par rappeler l'origine de cette fête dans le canton de Lorient-Nord : elle est née suite à un échec aux élections cantonales en 1992 qui a motivé les militants socialistes de l'époque, et plus particulièrement les jeunes, à relever la tête en décidant de

## Le Parti socialiste du Morbihan soutient la manifestation organisée par le Conseil culturel de Bretagne

Samedi 20 septembre  
à Nantes

Rassemblement : place de Viarmes à partir de 14h - Début du défilé à 15h, suivi d'un spectacle et d'un fest-noz.



L'Etat refuse de reconnaître les langues régionales dans la Constitution et prépare un projet de loi qui menace les pratiques culturelles "amateurs"!

Pourquoi manifester ?

- Pour que les langues régionales soient inscrites dans la Constitution

- Pour un transfert de compétence : La Bretagne est une région culturellement riche, avec ses propres pratiques : nous demandons que les Bretons soient les maîtres de leur politique culturelle. Un transfert de compétence, déjà demandé par le Président de la Région, est une garantie de voir les Bretons décider eux-mêmes de ce que doit devenir leur langue et se donner les moyens d'y parvenir.

Contre la loi sur les pratiques amateurs :

La culture bretonne est une culture populaire, portée par des artistes de qualité professionnelle, mais souvent de statut amateur. C'est grâce à ces amateurs que vivent les grands festivals comme Lorient, Quimper, Guingamp. La nouvelle loi qui se profile va mettre fin à cette spécificité bretonne.

Pour en savoir plus sur l'avant-projet de loi sur les pratiques culturelles amateurs, télécharger le document complet sur le site de la BAS (Bodadeg ar Sonerion - L'Assemblée des sonneurs) : <http://www.bodadeg-ar-sonerion.org/>

## Recevez le Rappel par courriel

Faisons des économies de papier ! Vous pouvez recevoir le Rappel du Morbihan par courriel en faisant la demande auprès de la Fédération à l'adresse : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)

## CONSEIL GENERAL

# RSA : visite de Martin Hirsch dans le Morbihan Le groupe de Gauche émet des réserves

**Au lendemain de l'adoption du RSA en Conseil des ministres, Martin Hirsch était en déplacement dans le Morbihan. A la rencontre de personnes engagées dans un dispositif de réinsertion professionnelle à Séné dans un premier temps, il a ensuite participé à une séance de travail avec les conseillers généraux morbihannais et les acteurs de la politique sociale.**

**Entretien avec Hervé Pellois qui, au nom du groupe de Gauche, a interrogé le ministre sur différents aspects du dispositif...**



L'expérimentation du RSA a été lancée en 2007. Le Conseil général du Morbihan a voté sa candidature à l'expérimentation début 2008. Quelle a été la position du groupe de Gauche à l'égard de ce dispositif ?

Globalement, pour la Gauche, le RSA est une bonne idée : il permet une simplification de la multitude de contrats qui deviennent illisibles pour tous. L'idée du cumul "aide et emplois" est donc un bon principe. C'est pourquoi nous avons défendu, en tant que groupe de Gauche, la mise en place de l'expérimentation du RSA dans le Morbihan. Nous étions, a priori, plus partants que la majorité, bien que nous formulions déjà le risque de dérives pour un RSA mis en place par un gouvernement de Droite.

Quelles sont les réserves que vous formulez à l'égard du dispositif ?

Tout d'abord, les questions sur cette expérimentation et sur la généralisation du dispositif restent entières : comment la généralisation peut-elle être annoncée sans que l'évaluation de l'expérimentation soit effectuée ? Quelle a été la prise en compte réelle des diverses expériences de terrain ?

D'autre part, le RSA risque de laisser de côté les personnes les plus éloignées de l'emploi. L'insertion professionnelle est en effet un long chemin qui n'est possible que lorsque l'insertion sociale est là. Ainsi, nous formulons une mise en garde : la mise en place du RSA ne peut avoir comme conséquence la diminution des politiques d'insertion.



Une autre faiblesse majeure du dispositif est à relever : celle de la non prise en compte des moins de 25 ans qui vont se retrouver ainsi en difficulté encore plus grande dans leur recherche d'emploi et donc de vie tout simplement.

Par ailleurs, d'autres interrogations se posent : pourquoi aucune contrepartie n'est-elle demandée

aux entreprises afin d'éviter que le RSA ne soit un effet d'aubaine pour les employeurs en institutionnalisant les petits boulots, les emplois à temps partiel ? Pourquoi rien n'est envisagé pour la sortie du dispositif ? Le RSA ne doit pas devenir une alternative à vie aux contrats classiques. Enfin, pourquoi fixer le taux de cumul emploi-allocation à 62 %, taux très faible, alors que dans les expérimentations, le taux retenu varie de 60 à 70 % ?

Des critiques ont également été apportées par le Parti socialiste sur la question du financement...

En effet, sur le principe du financement par la taxation du capital, nous sommes d'accord. Mais pourquoi exclure par le biais du bouclier fiscal ceux qui devraient au contraire participer le plus ? Cela représente tout de même un cadeau de 13 milliards par an ! Ce sont les classes moyennes et les petits épargnants qui vont financer le coût supplémentaire du RSA...

Propos recueillis par T.Gauter

## 8<sup>ème</sup> Université de Berder

Samedi 18 octobre 2008

### "Europe et territoires" Programme prévisionnel

#### Matin : Europe et territoires, quels partenariats ?

9h45-10h15 : Présentation de la journée, enjeux et programme  
10h15-12h15 : Ateliers

- Atelier A - Les fonds structurels européens : un outil au service du développement territorial
- Atelier B - La représentation des collectivités locales à Bruxelles : objectifs, moyens et résultats
- Atelier C - Les enjeux et pratiques de la mobilité des jeunes : les partenariats franco-allemands
- Atelier D - Des territoires ruraux au cœur de l'Europe : le réseau associatif "Villages d'Europe"

#### Après-midi : Europe et territoires, quels engagements dans le monde ?

14H15-16H30 : Séance plénière

- Michel Quévit (Belgique) - professeur émérite à l'Université catholique de Louvain, spécialiste du développement régional et expert auprès de la Commission européenne
- Odette Herviaux (PS) - sénatrice, vice-présidente de la Région Bretagne (Agriculture, qualité agroalimentaire et consommation)
- Christian Guyonvarc'h (UDB) - vice-président de la Région Bretagne (Affaires européennes et internationales)
- Markéta Brüstlova (République Tchèque) - chargée de mission à l'UNESCO
- Brian Booth (Belgique) - vice-président d'ECOSY, mouvement européen des jeunes socialistes (Egalité, Justice sociale et Solidarités)

16H30-17H00 : Conclusions

Programme complet et bulletin d'inscription seront adressés à l'ensemble des adhérents très prochainement.

## Rentrée scolaire... et politique La Gauche vannetaise mobilisée

**En cette période de rentrée politique, les élus socialistes d'opposition de la Gauche vannetaise, sous l'impulsion de Nicolas Le Quintrec, ont une actualité dense. Ouverture d'un blog, inauguration du local des élus d'opposition, rentrée scolaire et conséquences de la réforme du temps scolaire... les sujets ne manquent pas.**

### Réforme du temps scolaire : quelles conséquences pour les municipalités ?

Dans une courrier au Maire de Vannes François Goulard, Nicolas Le Quintrec a interpellé la municipalité sur l'impact de la réforme des temps scolaires : "Approuvée par de nombreuses familles, la semaine de quatre jours ne va pas sans poser de nombreuses questions dans le domaine de l'animation sociale périscolaire et de la sécurité publique : quelle offre périscolaire pour les enfants dont les parents travaillent le samedi ? Quelle organisation de proximité dans les quartiers pour l'encadrement des jeunes et l'animation".

Il a ainsi demandé à ce que la Ville

de Vannes assume pleinement ses responsabilités : "la Gauche vannetaise appelle la municipalité à mobiliser l'ensemble des services municipaux pour faire face, dans la limite de ses moyens et de ses compétences, au désengagement de l'Etat, et engager une série de consultations avec tous les partenaires concernés (associations, maisons de quartier, acteurs sociaux), afin de définir un programme d'action, un calendrier et une méthode d'évaluation". Le souhait était également émis de voir ce point inscrit à l'ordre du jour de la réunion de la commission enseignement-jeunesse et famille qui devait se tenir le 10 septembre.

Dans une logique de prévention, il

demandait par ailleurs au Maire de "solliciter le Conseil général pour convenir d'une plus grande présence d'acteurs de la prévention sur les quartiers. Il s'agit ici de ne pas laisser des jeunes livrés à eux mêmes et aux risques d'être entraînés dans des comportements délictueux."

### Nouveau local des élus de La Gauche vannetaise

2, rue du Moulin - 56 000 Vannes

Tél : 02 97 47 80 65

Fax : 02 97 26 22 30

Portable : 06 70 90 28 94

Courriel :

elus.lagauchevannetaise@voila.fr

Permanence des élus : tous les samedis de 10h à 12h

Suivez l'actualité de la Gauche vannetaise sur :

<http://lagauche-vannetaise.blogspot.com>



## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

### Quelles perspectives pour le MJS ?

Le MJS est un mouvement de jeunes dans une société ayant de plus en plus de mal à accorder une place de choix à cette catégorie de la population. Les chiffres du chômage le montrent : ce sont les moins de 25 ans qui sont les plus touchés.

Pour autant, le CPE a montré que ce n'était pas une génération prête à tous les compromis et qu'elle demandait qu'on lui accorde une chance.

Le MJS doit alors s'efforcer d'y répondre à travers deux objectifs : le premier, c'est d'être un mouvement d'éducation. En effet, le but n'est pas la seule propagande, mais la formation de militants capables d'appréhender le monde. Bossuet disait que le plus grand dérèglement de l'esprit consiste à voir les choses telles qu'on le veut et non pas telles qu'elles le sont. L'objectif final est donc de n'être ni utopiste ni pessimiste.

Le deuxième rôle est le combat politique : le fatalisme n'est et ne

doit pas être un trait de comportement de notre société. Face au dérèglement et aux abus, il faut pouvoir dénoncer l'inacceptable.

Si l'on prend, par exemple, le fichier EDVIGE dont le but est de fichier délinquants et activistes politiques, il ne s'agit évidemment que d'une première étape avant le fichage génétique de toute la population au nom de la lutte contre l'insécurité.

L'Union européenne est, dans ces conditions, une question de première importance pour le MJS. D'abord et il ne faut pas le nier, la proximité avec les élections du Parlement européen rend ce point majeur. Barroso, actuel président de la Commission et grand libéral, ne doit pas être maintenu à son poste si l'on veut une évolution de la politique européenne.

Ensuite près de 80% de nos lois actuelles sur des domaines tels que l'économie sont issues de directives, c'est-à-dire de texte où l'Union européenne fixe des objectifs en

laissant aux États de grandes libertés quant aux moyens pour les atteindre. Nier l'Europe pour ne rester que sur des considérations internes et l'on aura beau jeu de gagner 2012 sans que cela ne modifie quoi que ce soit en profondeur.

Enfin dans le système mondial actuel, la France ne peut peser à elle seule et d'autres débats doivent être posés comme la question d'une armée européenne.

En effet, le livre blanc sur la défense n'aide pas à la constitution d'une force capable d'agir sur des terrains d'opération éloignés, la France ayant préféré depuis des années consacrer son budget avant tout à des questions sociales.

Soit alors on se satisfait d'une armée nationale sans grands équipements, soit l'on fait l'effort d'une mutualisation des moyens pour ne plus être un nain politique.

**Jeremy Gaultier**  
Animateur fédéral  
jemi3@wanadoo.fr

## La Région Bretagne mobilisée face à la crise ostréicole

Face à la crise que connaît la filière ostréicole, Jean-Yves Le Drian a adressé fin juillet un courrier au ministre de l'Agriculture et de la Pêche Michel Barnier, dont voici l'essentiel.

"Monsieur le Ministre,

La Bretagne, première région maritime française avec 100 000 personnes dont l'emploi dépend directement de la mer, est confrontée à une nouvelle crise majeure de la conchyliculture.

Ce secteur, qui représente 2400 emplois et 800 entreprises dans notre région, est en effet confronté à une mortalité précoce des huîtres creuses qui menace l'avenir de la filière.

Les huîtres d'écloserie ainsi que les naissains naturels sont touchés par une forte mortalité (de 70 à 90 % de perte). Les huîtres de deux ans sont également concernées par ce phénomène (la perte semble atteindre 50 % dans certains secteurs).

Je sais que les services d'IFREMER se mobilisent pleinement afin de trouver les causes de cette surmortalité et que, d'ores et déjà, plusieurs hypothèses sont émises.

Lors de votre déplacement la semaine passée en Charente-Maritime, vous avez d'ailleurs évoqué la solidarité du Gouvernement auprès des ostréiculteurs.

C'est donc dans ce contexte que je vous demande quelles sont les mesures concrètes que vous comptez prendre en faveur des professionnels et en particulier si la procédure de calamités agricoles allait être déclarée.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération."

La Région Bretagne est actuellement en attente des mesures qui devraient être annoncées prochainement par le ministre Barnier.

## Les socialistes rappellent leur soutien aux salariés de Doux

Suite à la manifestation qui s'est tenue le samedi 6 septembre à Locminé, les socialistes morbihanais rappellent leur soutien adressé sous la forme de deux communiqués au mois de juillet par les élus du groupe de Gauche au Conseil général, et par la section de Baud-Locminé. Vous pouvez retrouver ces communiqués sur le site de la Fédération : [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

Judi 18 septembre  
Conseil fédéral

Samedi 20 septembre - Paris  
Conseil national du PS

# Actualité

## Calendrier du Congrès

### Rappel des étapes antérieures...

**A partir du 17 juin :**  
Début du dépôt des contributions générales et thématiques

**Mercredi 2 juillet 2008 :** Conseil national d'enregistrement des contributions générales et thématiques et de convocation du congrès et validation - Dépôt des contributions (générales et thématiques)

**A partir du lundi 7 juillet 2008 :** Expédition des contributions générales chez les militant(e)s. Organisation des débats sur les contributions. Mise en ligne des contributions thématiques.

### A venir...

**Mardi 23 septembre 2008 :** Conseil National de synthèse - Enregistrement des motions

**À partir du 29 septembre 2008 :** envoi des motions chez les militant(e)s. Organisation des débats préparatoires au congrès. Débats dans les sections en présence des représentants des motions.

**Octobre (à préciser) :** Assemblée départementale de présentation des motions (date et lieu seront confirmés ultérieurement).

**Judi 6 novembre 2008 :** Vote dans les sections sur les motions (date limite de présentation en section pour pouvoir voter : 31/03/08)

**Du vendredi 7 novembre au dimanche 9 novembre :** Congrès fédéraux  
Pour le Morbihan : date fixée au samedi 8 novembre - Lieu : Salle Emeraude à Locoal-Mendon

**Du vendredi 14 novembre au dimanche 16 novembre :** Congrès national à Reims

**Judi 20 novembre :** Vote sur le Premier secrétaire national, fédéral et les secrétaires de section

**Vendredi 21 novembre :** Second tour éventuel pour la désignation des secrétaires

**Samedi 22 novembre :** Conseil national : désignation du Bureau national et du Secrétariat national

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## Mission parlementaire en Afghanistan

### Le point de vue de Françoise Olivier-Coupeau

**Notre Députée Françoise Olivier-Coupeau - membre de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées, a participé à une mission parlementaire en Afghanistan. Elle nous livre dans l'entretien qui suit son point de vue sur la présence française dans ce pays et donne rendez-vous le jeudi 18 septembre pour une soirée débat à Lorient...**



**Quelles sont les circonstances et conditions de cette mission parlementaire en Afghanistan ?**

Nous sommes 7 députés à être partis pour une mission de quatre jours qui répondait à un double objectif : rendre l'hommage de la représentation nationale à nos soldats présents en Afghanistan et faire un point sur la situation du pays et de l'armée française sur le terrain, après les événements du 18 août. Nous sommes allés sur place et avons vécu trois jours avec les militaires, dans la montagne. Nous avons pu discuter très librement avec eux, poser toutes les questions que nous souhaitions, sans contrainte hiérarchique.

**Quel était l'état d'esprit des soldats que vous avez rencontrés ?**

Ils nous ont fait part de la manière dont ils ont vécu l'embuscade du 18 août et notamment comment ils ont accueilli le traitement médiatique qui en a été fait. D'une part, en tant que professionnels, ils se sont sentis humiliés, en particulier quand ils ont entendu parler de mauvaise préparation, de jeunesse... Et d'autre part, ça a beaucoup effrayé les familles, ce qu'ils n'ont pas accepté. Ils ont donc souhaité nous dire "voilà la réalité et s'il vous plaît ramenez-la et soyez nos porte-parole"...

**Ces événements ont relancé le débat sur l'intervention armée de la France et de l'OTAN en Afghanistan. Aussi, doit-on maintenir notre présence militaire en Afghanistan et quels peuvent être**

**les moyens politiques de lutte contre les talibans ?**

A la première question, pour moi la réponse est oui. Mais sur les bases du mandat que nous avons à l'origine en 2001. Nous sommes partis en Afghanistan pour faire d'une part de la sécurisation, de la stabilisation et participer au développement du pays. Nous ne sommes en aucun cas partis pour engager l'armée de terre au contact direct des troupes talibanes. Ce n'était pas du tout l'objectif, pendant des années. Jusqu'à l'arrivée du Président Sarkozy, notre objectif était uniquement de participer à la reconstruction de l'Afghanistan. Et au mois d'avril dernier, le Président Sarkozy a décidé d'envoyer 700 hommes en complément, à la demande des Américains, et qui pour le coup sont au contact direct et sont allés faire la guerre, il faut le dire très clairement. C'est-à-dire que nous sommes passés de missions de reconstruction à des missions de combat, qui sont meurtrières pour les soldats, mais qui surtout ne correspondent pas au mandat qu'avaient nos armées et qui était basé sur un consensus national.

C'est pour cela que la Gauche a déposé une motion de censure en avril dernier sur cette décision d'engager 700 hommes supplémen-

taires. Et depuis un an maintenant, Jean-Marc Ayrault, au nom du groupe socialiste, demande une mission d'information parlementaire pour à la fois faire le bilan des années passées et à la fois dégager des perspectives et surtout se recentrer sur les missions que nous avons à remplir.

Mais encore une fois, je pense que nous avons une place en Afghanistan, parce que là-bas, on se bat d'abord pour les Afghans, contre l'obscurantisme et contre le terrorisme, mais il faut augmenter le financement des aides au développement, notamment pour développer les infrastructures utiles au pays et à la population (routes, production d'électricité...), et il faut que ce soit cela notre objectif, et pas autre chose. Il faut également rappeler que nous formons l'armée afghane, ce qui est très important... Tout cela nous permet de nourrir l'espoir, mais ce n'est pas pour demain, de rendre aux Afghans les clés du pays, d'un pays plus sécurisé et surtout développé. Parce qu'on sait bien que c'est sur le terrain de la misère que pousse le terrorisme.

Propos recueillis par T. Gautier

## Conférence-débat - "Afghanistan : la présence française en débat"

**Echange avec Françoise Olivier-Coupeau - Députée, membre de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées - à la suite de son déplacement en Afghanistan, du 31 août au 3 septembre, dans le cadre d'une mission parlementaire.**

**Judi 18 septembre à 18h30  
Cité Allende (Salle A02)  
à Lorient**

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
 Abonnement pour 1 an : 20 €

**Le Rappel**  
du Morbihan

Propriété de la Fédération  
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Redacteur  
en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■  
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■  
Courriel : lerappel@morbihan.fr ■  
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste  
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55  
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr  
Site Internet : www.ps56.fr